

À PROPOS DU HARCÈLEMENT POLICIER A PÉRIGUEUX

Dans le climat national actuel de « guerre sociale » où pleuvent les coups de matraques et les gaz lacrymogènes, où les arrestations de manifestantEs se multiplient, Périgueux n'est pas épargnée par les pressions policières. Nous rapportons plus particulièrement ici celles concernant une partie du mouvement de lutte actuel, auquel nous appartenons, assumant les idées et pratiques anarchistes, et ce afin que nul ne puisse ignorer les récents agissements de la police locale.

Pour commencer restituons le contexte, le mouvement anarchiste local subissant régulièrement depuis quelques années maintenant le harcèlement de la police.

Après l'élection de Sarkozy des anarchistes de Dordogne, dont les membres du Collectif Libertaire Marius Jacob et des militantEs syndiquéEs à la CNT, avaient organisé un rassemblement appelant à préparer la « Résistance » devant le palais d'injustice de Périgueux. Ils avaient alors fait la « connaissance » du commissaire divisionnaire de Périgueux et directeur départemental de la sécurité publique de la Dordogne, André Friconnet. Depuis lors, cette personne et ses hommes multiplient les provocations et les intimidations à l'encontre du mouvement libertaire. En voici quelques exemples notables :

En 2008, lors d'une intervention au palais d'injustice en solidarité avec le peuple grec en lutte alors que nous distribuions des tracts et avions accroché une banderole. Très rapidement le commissaire arrive et exige que soit décrochée la banderole avec intention de la confisquer. Devant notre refus, il fit procéder à son enlèvement et allait immédiatement chercher le procureur lequel nous restituait la banderole et nous autorisait à demeurer sur place, à condition de tenir ladite banderole et de ne pas la raccrocher aux piliers de l'édifice. Entre temps arrivaient sur place une douzaine de policiers très tendus ainsi qu'un vidéaste de la police en civil. Les cinq personnes présentes à cette action furent donc encerclées et filmées en plan fixe à trois mètres environ de distance et ce pendant dix longues minutes... tandis que des lycéenNEs revenant de manif et des passants incroyables devant un tel déploiement policier viennent spontanément chercher le tract diffusé.

Au printemps dernier au cours d'une manif à Périgueux, alors qu'à la suite de manifestantEs syndicaux une partie du cortège anarchiste se rend à la clinique Francheville, dont les grévistes occupent la rue, celui-ci est bloqué par un cordon de flics. Les anarchistes sont désignés comme tels et de ce fait interdit de poursuivre la manifestation par le même commissaire qui promet en prime à une camarade qui s'insurge de cet état de fait des poursuites pour « *appel à la sédition* »... Des manifestantEs de base se sont montréEs solidaires et sont venus soutenir les libertaires bloquéEs, certainEs passant quelques drapeaux de l'autre côté du cordon policier.

Événements récents en lien avec la lutte contre la réforme des retraites et au-delà

Les anarchistes militants sur Périgueux commencent donc à avoir l'habitude du harcèlement du commissaire et de ses hommes à chaque fin de manifestation ou lors d'actions spécifiques. Pourtant il semble qu'il y ait depuis le début du mouvement massif contre la réforme des retraites une escalade dans les provocations et autres menaces. Citons les plus récentes :

- Jeudi 23 septembre :

A l'issue de la manif de Périgueux, le Collectif Libertaire Marius Jacob proposait un repas (dans l'esprit du Repas des Gueux mensuel qu'il organise) à l'entrée des allées de Tourny. Une quarantaine de personnes se retrouvèrent autour d'un plat chaud, végétarien ou non. Étaient installées, outre une banderole et quelques drapeaux, une table de presse et une petite sono.

Lorsque la majorité des gens fut partie, vers 20h15, alors qu'il ne restait qu'une douzaine de compagnes et compagnons du Collectif Libertaire, dont des enfants, le commissaire, accompagné de quelques flics, est venu leur intimer l'ordre de dégager la place arguant du fait que tout rassemblement après manifestation était interdit, ordre de la préfecture... Il y eut un moment de tension et chacunE protesta véhémentement. Après quelques menaces policières d'usage, le « chef » leur donna dix minutes pour partir. Après consultation il fut décidé de ranger le matériel, pour éviter une éventuelle confiscation, mais de rester sur place une demi-heure supplémentaire, tandis que les flics observent à distance et qu'un fourgon à gyrophares se met en place. Finalement le groupe restant finit par se disperser sans nouvelle intervention des flics

- Mardi 19 octobre :

A la fin de la manifestation des manifestantEs se regroupent pour bloquer le rond-point en bas de l'avenue Pompidou (l'ancienne route de Paris), des syndicalistes, des membres de partis, des anarchistes et divers individus. Après quelque temps, les gens commencent à se disperser et il ne reste que deux groupes qui continuent à bloquer deux routes autour du rond-point : Des membres de la CGT et des anarchistes regroupés autour de la banderole du Collectif Libertaire Marius Jacob. Des fourgons de police arrivent alors et le commissaire Friconnet (toujours lui) déclare au mégaphone que les dernierEs manifestantEs doivent se disperser sinon il va faire procéder à des interpellations avant de lancer une première sommation (pour celles et ceux qui ne connaissent pas cet usage, au bout de trois sommations, les flics ont toute liberté pour « faire usage de la force », c'est à dire tabasser ou utiliser gaz et autres flash-ball). Sur ce, la trentaine de flics sortent leur matraque et commencent à encercler les deux groupes qui remontent alors sur les trottoirs. Le groupe des libertaires est sommé de se disperser et est finalement refoulé de l'autre côté du rond-point où quelques compagnons restent un peu et constatent que le groupe arborant les drapeaux de la CGT, bien que faisant face à quelques flics, entame la discussion avec eux et reste sur le trottoir où ils s'étaient repliés.

- Mercredi 20 octobre :

Lors d'une manifestation regroupant principalement des lycéens et des cheminots, le cortège passa à proximité du siège de l'UMP défendu par un cordon de policiers ayant à leur tête le commissaire Friconnet. Des cheminots voulant aller devant le siège dudit parti présidentiel commencèrent à faire face aux flics en compagnie de diverses personnes dont quelques compagnons anarchistes. Le commissaire intervint et fit une première sommation en ordonnant aux syndicalistes de circuler car « *il y a des casseurs avec vous* », désignant implicitement les libertaires présents. Bien que l'un d'eux ait protesté devant cette accusation ridicule (en effet c'est bien connu, sur Périgueux les anarchistes profitent de chaque manif' pour casser les vitrines et piller les magasins... il paraît même qu'ils mangent les enfants...), le cortège reprit son chemin, délaissant le terrain aux flics et laissant du crédit à leurs mensonges visant à diviser le mouvement.

- Jeudi 21 octobre :

Durant la manifestation du matin, à proximité de la préfecture un policier de la BAC, habillé façon « djeun's » s'approche d'un camarade isolé et le bouscule d'un coup d'épaule avant de le provoquer verbalement; le camarade en question garde son sang-froid et s'éloigne simplement du flic qui continue à l'invectiver.

L'après midi, quelques militantEs anarchistes se sont joints au piquet de grève des employéEs de l'hôpital, ainsi que quelques dizaines de syndicalistes et de lycéenNEs. Les manifestantEs sont principalement postéEs sur le rond point. Quelques personnes, des syndicalistes et des anarchistes, ralentissent la circulation sans pour autant la bloquer (malgré l'envie partagée par certainEs) facilitant le passage des quelques véhicules de secours allant à l'hôpital, cela sous le regard des agents de la DCRI (les ex-RG) et de policiers en uniformes n'intervenant pas, même pour réguler la circulation ou protéger les manifestants des rares chauffeurs énervés cherchant à forcer le passage.

Au moment où les gens commencèrent à se disperser, les camarades anarchistes présents se séparent en deux groupes afin de regagner leurs véhicules ; un des groupes, constitué de cinq personnes, s'attarde un peu sur le trottoir à une vingtaine de mètres du rond-point afin d'observer le commissaire Friconnet qui vient d'arriver toutes sirènes hurlantes pour parler avec les manifestantEs encore présentEs sur le rond-point, et ce afin de vérifier que celui-ci ne fasse pas intervenir ses hommes pour les déloger.

Alors qu'il s'adresse aux syndicalistes encore présentEs, il montre du doigt le petit groupe d'anarchistes qui observe, puis se dirige vers eux accompagné de quelques hommes en uniforme. Peu désireux de subir une

fois encore une fois les menaces et provocations du commissaire, le petit groupe tourne les talons et commence à descendre à allure modérée l'avenue en direction du centre ville. Les flics leur courent alors après et le commissaire saisit fermement un compagnon par le bras tout en l'appelant par son nom. Il s'en suit des menaces verbales aboyées par ledit commissaire Friconnet, qui joue sur l'intimidation physique, disant en substance que « *la prochaine fois qu'il les verrait, ils apprendraient à connaître le vrai Friconnet* » (paroles lourdes de sens dans la mesure où l'on connaît déjà la réputation sur Toulouse de cet ancien directeur de la sûreté adepte du matraquage de lycéens) et qu'ils « *étaient indésirables dans le mouvement social, que les manifestants ne voulaient pas d'eux* ». Cette scène dura deux ou trois minutes avant que le commissaire ne retourne à sa voiture en les traitant de « lâches, de couards, de peureux », probablement déçu que ces camarades ne « débordent » ni verbalement, ni physiquement malgré l'échauffement des esprits, sachant qu'ils et elles avaient tenu tête sur le même ton que celui employé contre eux.

Loin de vouloir nous victimiser, nous l'affirmons nous sommes coupables : coupables de nos idées, de nos buts en tant que révolutionnaires qui sont l'abolition de l'exploitation et de la domination de l'État sur nos vies. C'est bien cela qui est en cause et c'est pour cela que le pouvoir (par l'entremise de Friconnet sur Périgueux) veut nous faire taire en nous harcelant et nous réprimant, nous stigmatisant auprès des autres participantEs au mouvement en répandant mensonges et calomnies (diviser pour mieux régner).

Rappelons également que la flicaille utilise les mêmes moyens à l'encontre des lycéenNEs à l'heure actuelle, menaçant par exemple les « meneurs » (mineurs pour la très grande majorité) d'arrestation s'il se passe quoi que ce soit dans leur cortège pour les inciter à faire eux-mêmes la police en « calmant les énervéEs » (ceci ne relève que de l'intimidation, car aucun chef d'inculpation ne pourrait être retenu à leur rencontre pour des faits concernant d'autres personnes) ou encore en forçant brutalement un blocage de lycée sur demande du proviseur (et oui tous les « flics » ne sont pas de la police).

D'ailleurs en discutant avec des lycéenNEs nous avons pu apprendre que suite à la diffusion mercredi 20 octobre de leur tract où ils et elles dénonçaient les violences policières et affirmaient leur solidarité avec touTEs les lycéenNEs arrêtéEs, les flics de la DCRI les avaient approché pour leur dire qu'illes étaient en train d'être récupéréEs par les anarchistes. Précisons-le, nous n'avons en rien influencé leur tract (que nous avons découvert lors de sa diffusion) et nous ne leur distribuons pas de « supports marketing » (badges, drapeaux, autocollants...) en manifs, ceci ne faisant pas partie de nos pratiques (contrairement à d'autres organisations).

Les flics se permettent désormais d'interdire la participation de certaines personnes au mouvement social. Après nous, à qui le tour? « *Lorsqu'ils sont venus chercher les communistes, je me suis tu, je n'étais pas communiste. Lorsqu'ils sont venus chercher les syndicalistes, je me suis tu, je n'étais pas syndicaliste. Lorsqu'ils sont venus chercher les juifs, je me suis tu, je n'étais pas juif. Puis ils sont venus me chercher, et il ne restait plus personne pour protester.* » (Martin Niemöller après sa libération du camp de Dachau). Vous tairez-vous lorsqu'ils viendront chercher les anarchistes?

Quoi qu'il en soit, nous ne plierons pas devant les menaces, les provocations, les intimidations ou la répression.

Nous faisons parti du mouvement de lutte en cours. A cet égard, nous sommes solidaires de toutes les personnes ou groupes réprimés en son sein et ce, quel que soit leur mode d'action, de la simple manifestation à l'émeute, du blocage au sabotage en passant par la grève.

Nous n'avons d'autre attente que celle d'une même solidarité s'exprimant à notre endroit, au moment même où localement les intimidations et les provocations policières, précédant à n'en pas douter la répression, se multiplient et s'intensifient contre nous.

**La répression se durcit? Notre détermination aussi!
La solidarité est notre arme!**

*Des anarchistes de Dordogne
Périgueux, le 26 octobre 2010*

merci de largement diffuser largement ce texte autour de vous